

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 Rue Weber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 21/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OMYA

Lieu-dit "Les Lens"

30350 MOULEZAN

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2022 dans l'établissement OMYA implanté Lieu-dit "Les Lens" 30350 MOULEZAN. L'inspection a été annoncée le 21/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La Visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2022 "Plan de Gestion des Déchets". Elle porte également sur la vérification des actions de surveillance mises en oeuvre concernant les envois de poussière et la gestion de l'eau sur la carrière. Elle s'inscrit dans le suivi périodique de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA
- Lieu-dit Les Lens 30350 MOULEZAN
- Code AIOT dans GUN : 0006600604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de Moulezan est une carrière d'extraction de calcaires destiné en priorité à la production de carbonate de calcium destiné à l'industrie (usine de transformation à Orgon). La production de l'an dernier atteint 50 kT en deçà de son autorisation. Le site produit à la fois des matériaux destinés à l'industrie, à la fois des matériaux à destination des TP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN 2022 Plan de Gestion des Déchets

- Envol et émissions de poussières
- Gestion des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant procède au remplacement de la plaque mentionnant les numéros de téléphone à composer située à l'entrée de la carrière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
bis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
consommation eau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 3.1	/	Sans objet
émissions et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
surveillance dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 4.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a relevé 3 constats nécessitant une réponses de la part de l'exploitant. Ces constats sont des éléments qui peuvent faire l'objet d'une mise en conformité dans des délais courts.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : bis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant a adressé en mars 2018 son plan de gestion des déchets établi pour la période "2017-2021". Ce document est applicable selon ses indications à compter de mars 2018. Il est demandé à l'exploitant d'adresser son plan de gestion de déchets au moment de son élaboration pour mettre en cohérence la date d'envoi avec la période d'application indiquée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : consommation eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen sur site
Prescription contrôlée : Une réserve d'eau de 20 m ³ au minimum sera constituée sur la carrière en vue de lutter contre les émissions de poussières. Cette réserve sera alimentée par un véhicule citerne. L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau.
Constats : L'exploitant a installé une cuve destinée à l'arrosage et au besoin en eau en cas d'incendie. Cette cuve d'une contenance de 30 m ³ fait l'objet d'un remplissage annuel par prestation pour environ 10 m ³ qui correspond à une livraison. L'inspection sur site constate que le volume d'eau présent n'atteint pas le volume de 20 m ³ nécessaire au besoin du SDIS. En effet, le remplissage de la cuve est évalué à environ la moitié de sa capacité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : émissions et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des envols
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules doivent faire l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (revêtement, arrosage, ..). Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envois ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capoiage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs,...). + > Page 12 Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation doivent être mises en oeuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : L'exploitant indique que le transport par camions des produits finis fait l'objet d'un bache par le prestataire transporteur, contrôlé lors des opérations de chargement par les agents de la carrière pour éviter les envols de poussières. Cette formalisation de l'obligation de bache n'est toutefois pas présentée au cours de la visite et n'apparaît pas dans les consignes concernant les opérations de chargement. L'exploitant procède à la régularisation de cette obligation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : surveillance dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2003, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par système de plaquettes
Prescription contrôlée : Afin d'évaluer au mieux l'impact de son activité sur l'air ambiant, l'exploitant doit mettre en oeuvre un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'implantation et l'exploitation de ce réseau de mesure pourront être confiées à un organisme agréé à cet effet par le ministère de l'environnement. Une convention doit alors être établie entre l'organisme et l'exploitant. En tout état de cause, ce réseau doit être exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique. Les données ainsi produites devront être communiquées à la banque nationale des données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par l'ADEME. Le réseau de surveillance de la qualité de l'air sera constitué par 6 capteurs implantés conformément au plan correspondant de l'étude d'impact (p. 81). Cette implantation pourra être modifiée en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant met en place un système de mesure par plaquette pour réaliser cette surveillance. Elle est en place depuis plusieurs années et permet de vérifier les évolutions d'une année sur la suivante. Les résultats des mesures de l'année passée ne présentent pas de situation notablement différente du suivi régulier. Le volume de matériaux extrait au cours de l'année précédente représente environ 50 kT dont moitié destinée à la production industrielle (site d'Orgon), le reste est destiné au marché local des matériaux de TP.
Type de suites proposées : Sans suite